



MERCI QUI ?

« La question sociale n'est plus l'élément moteur de la structuration du débat politique en France »
déclaration de Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement. Et pourtant !

DEFICIT COMMERCIAL ET FRAUDE FISCALE

Lorsque les entreprises jouent des prix de transfert pour localiser artificiellement leurs profits là où ils seront moins taxés, on peut en lire le résultat dans la balance des paiements : le rendement des filiales situées dans les pays à faible fiscalité s'en trouve gonflé, ce qui contribue à accroître les revenus des investissements à l'étranger. L'utilisation de cette technique permet une réduction de l'imposition de près de 12 % . La manipulation consistant à artificiellement sous-estimer les prix des exportations et à surestimer les prix des importations, **fait apparaître un déficit factice équivalent à 14,5 % de notre déficit commercial**. Qu'on ne nous parle plus de compétitivité !

LES FONCTIONNAIRES COUTENT CHER ?

423 tonnes de tabac ou encore 2,6 millions de médicaments contrefaits ont été saisis en 2014 par les Douanes françaises. L'Unifab (Union des Fabricants pour la protection internationale de la propriété intellectuelle) estime que **la contrefaçon coûte 6 milliards par an** à l'économie française. Toujours d'après l'Unifab, un quart des entreprises françaises, pour se protéger de ce fléau, dépense plus d'un million d'€ chaque année. Devant ces enjeux importants, la suppression programmée de 4 000 emplois aux Douanes fait plus qu'interroger sur les logiques des politiques d'ajustements structurels que subit l'administration française. **Les services publics sont sources de richesses, battons-nous pour les préserver !**

SE PAYER SUR LA BÊTE

Le FMI a déjà fait presque **3 milliards € de profits sur ses prêts à la Grèce** depuis 2010. Si la Grèce rembourse le FMI en totalité ce chiffre s'élèvera à 4,3 milliards d'€ d'ici 2024. Le FMI applique un taux d'intérêt effectif de 3,6 % sur ses prêts à la Grèce. Ceci est beaucoup plus que le taux de 0,9 % dont l'institution a actuellement besoin pour couvrir ses frais. À ce taux d'intérêt, la Grèce aurait payé 2,5 milliards d'€ de moins au FMI. Sur l'ensemble de ses prêts à tous les pays en crise de la dette entre 2010 et 2014, le FMI a réalisé un bénéfice total de 8,4 milliards d'€, dont plus d'un quart vient de la Grèce. La dette totale de la Grèce envers le FMI est actuellement de 24 milliards d'€.

Nouveau rassemblement de soutien au peuple grec suite à la victoire du NON, mardi soir à 18h30 Place du Bouffay, à Nantes



DESSERER L'ÉTAU (LES TAUX), BOUFFÉE D'OXYGÈNE ?

Dimanche, le peuple grec a résisté à la pression faussement moralisatrice des larbins de la sphère financière. En votant "non", les Grecs ont montré une nouvelle fois leur refus de l'impasse à laquelle a conduit l'austérité. Angela Merkel doit désormais choisir entre la prise en compte de ce vote et l'inflexibilité de son ministre des Finances. On a beaucoup glosé sur les « promesses intenables » d'Alexis Tsipras. Mais on a oublié une autre promesse intenable : celle d'Angela Merkel faite à ses électeurs de récupérer les sommes versées à partir de 2010 à la Grèce dans le cadre d'une cavalerie financière intenable. La démagogie n'est pas toujours là où on l'attend et Angela Merkel arrive au bout de ses « promesses intenables. » Elle doit donc accepter de discuter – Athènes ne demande pas davantage – de l'avenir de la dette grecque. Quel que soit le chemin que devra emprunter la Grèce demain – défaut, Grexit ou accord de restructuration – l'Europe n'est déjà plus la même depuis dimanche soir. L'austérité ne devrait plus être l'alpha et l'oméga des politiques européennes. À quand un changement d'orientation en France ?

LE COÛT DE LA PANNE

Dans un précédent numéro, nous évoquions les « indisponibilités » en série des web applications. Nos camarades de la CGT DISI RAEB sont revenus sur le sujet lors de leur CTL du 29 juin en évoquant les trop nombreuses pannes touchant les serveurs informatiques. « Cette litanie d'incidents semble due au hasard, à la faute de monsieur Pas-de-Chance, mais notre rôle d'organisation responsable nous pousse à nous interroger sur ces coïncidences. **Se pourrait-il qu'à force de vouloir réduire les enveloppes budgétaires on en soit venu à négliger ou reporter à plus tard des travaux d'entretien et de maintenance vitaux pour l'infrastructure technique de notre outil de travail ?** Nous ne pouvons y croire... ». Nous non plus !

